

Différences

Décembre 1999 — N° 213

LE SOIN
DA, France 5 FF
La Tribune

اليوم
el-youn
إخبارية وطنية
LE DROIT DE SAVOIR. LE D
LIBERTE
El Watan

Le dossier du mois pages 6 à 10

LA PRESSE ALGÉRIENNE

250 titres, 2 000 journalistes, un tout jeune syndicat ...

REPUBLIQUE
Algérie
HEBDO

Le Siècle
MOUDJAHID
L'AUTHENTIQUE
LE PEUPLE
Nouveau
le Chroniqueur

EL KHABAR
LE MATIN
HORIZONS

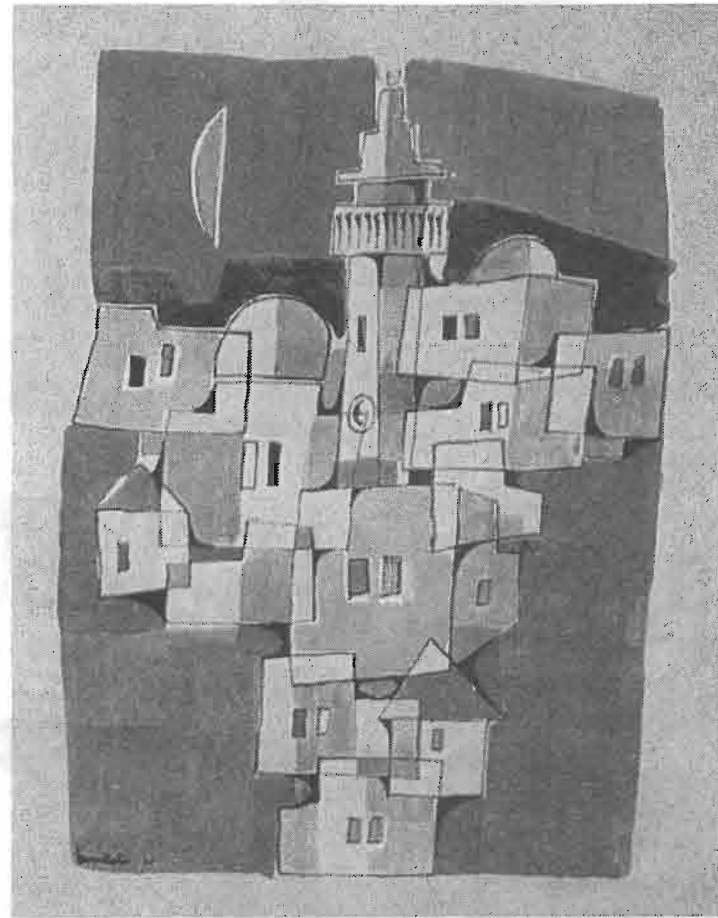
Également dans ce numéro

- Paroles de Palestine page 2
- L'Appel de Strasbourg page 3
- R'voilà la semaine d'Educ' page 3
- La FD du Nord-Pas-de-Calais fait son cinéma page 4
- Le Mrap est sur Internet page 5
- Hommage à François Tricaud page 5
- Pétition pour M. Abu-Jamal page 10
- Kiosque page 11
- Actu / Agenda page 12

Paroles de Palestine

Engagés avec le comité local de Menton dans une action de solidarité avec la Palestine durant cinq semaines à Jérusalem-Est, nous avons donné cours de français langue étrangère et contribué financièrement à l'équipement en matériel scolaire de base pour les enfants de la communauté afro-palestinienne (1) de la vieille ville de Jérusalem, ainsi qu'à l'équipement d'un jardin d'enfants du camp de réfugiés de Jalazone. Ce séjour nous a permis d'entrer en contact avec des acteurs de la vie associative palestinienne qui vivent à Jérusalem-Est ou dans les Territoires autonomes. Du statut de Jérusalem au retour des réfugiés, de la question des prisonniers politiques à celle des colonies, questions dont la solution est capitale pour l'avenir de la paix, des droits de l'homme au problème de l'eau ou aux micro-projets, nous avons essayé par une série de propos recueillis de présenter les attentes, les questionnements, les déceptions, mais aussi les espoirs de tous ceux que nous avons rencontrés. Sans oublier leurs propositions souvent constructives. Les paroles recueillies seront publiées dans le prochain numéro de *Différences*.

Les voix que nous nous proposons de présenter sont celles d'acteurs de la société civile qui sont en prise directe avec les problèmes de la population et qui, par leur action, leur résistance, tant dans les territoires occupés en 1967 qu'à Jérusalem-Est, ont fait que le peuple palestinien, malgré cette longue occupation, n'a pas disparu. Par leur « tenir bon », selon l'expression de l'avocat Raja Shchadeh, ils ont permis à l'Autorité nationale palestinienne de retrouver dans les zones actuellement sous son contrôle une société en état de marche, vivante, dynamique qui exprime ses aspirations, tant au niveau social que démocratique. Mais il faut dire qu'elle ressent une certaine désillusion et la peur que ses attentes ne soient déçues. A l'heure où les négociations reprennent,



Affiche du peintre palestinien Kamal Boullata, intitulée 'L'Affiche palestinienne, Le Sycamore, 1979'.

nous espérons que ce dossier permettra à chacun d'avoir davantage conscience des contenus et des enjeux des négociations afin que le soutien au processus de paix ne reste pas de l'ordre de l'incantatoire mais se fonde sur la prise en compte des problèmes réels et parfois difficiles à résoudre mais dont le règlement ne peut être imposé à une partie par une autre partie en position de force. Il n'y aura pas de paix durable sans règlement des questions qui touchent directement à la vie, à l'identité des personnes concernées. A tout moment, un règlement simplement politique, sans justice, pourra être remis en cause, c'est ce que nous ont dit tous ceux que nous avons rencontrés. Tous également souhaitent – certains sans trop d'illusions – un soutien de la France et de l'Europe, mais aussi des organisations et associations qui dans ces pays peuvent agir sur leur gouvernement. Tous également craignent, en cas d'échec des négociations, une explosion plus forte encore que celle de la révolte des pier-

res, une explosion violente, incontrôlée. A ce sujet, les atermoiements de Monsieur Barak lui ont fait déjà perdre pas mal de crédit auprès des Palestiniens qui avaient pourtant aidé de façon indirecte à son élection et les mises en cause de sa politique ont été vives. La désillusion est grande parfois chez les Palestiniens, beaucoup disent que leur situation quotidienne a empiré et le ressentiment pour tous les Palestiniens, l'avènement d'une paix véritable ne pourra se produire sans la création d'un Etat palestinien viable, indépendant, à même d'exercer toutes ses prérogatives. Tous savent que l'ancrage de la paix ne pourra se faire sans l'établissement de rapports de confiance et sans la volonté commune et des Palestiniens et des Israéliens de coopérer au règlement des questions d'ordre po-

litique mais aussi social. Les plus réalistes sans doute ont déjà pris conscience que les problèmes aussi importants que ceux de l'eau, de la libre circulation, ou du développement économique ne trouveront de solution que dans le cadre d'une coopération régionale israélo-palestinienne voire israélo-arabe. A un moment où se développent en Israël (en Palestine à un moindre degré) des replis communautaires risquant d'hypothéquer l'avenir, c'est dans leur conscience d'un avenir commun, dans leur réalisme un peu visionnaire que résident sans doute les raisons d'espérer.

Alexandrine Vocaturo et Yves Marchi, Comité de Menton

(1) En 1936, des Africains du Nigeria, du Sénégal, du Soudan et du Tchad, de retour du pèlerinage à La Mecque se sont arrêtés à Jérusalem, troisième lieu saint de l'Islam. Ils se sont installés dans un quartier proche de la mosquée El Aqsa où vivent actuellement quarante-quatre familles parmi les plus pauvres de Jérusalem

L'appel de Strasbourg

Une conférence sur le thème de la participation des résidents étrangers à la vie publique locale s'est déroulée les 5 et 6 novembre. Réunis à l'initiative conjointe de la ville de Strasbourg et de son Conseil consultatif des étrangers, d'une part, et de celle du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, d'autre part, les quatre cents participants en provenance de plus de vingt pays membres du Conseil de l'Europe ont lancé un appel rédigé en onze paragraphes. En voici les principaux.

2. Les participants lancent un Appel présentant aux institutions européennes, aux Etats membres du Conseil de l'Europe et à leurs pouvoirs locaux ainsi qu'aux partis politiques pour qu'ils permettent aux résidents étrangers sans distinction de nationalité d'obtenir le droit de vote et d'éligibilité au niveau local.
3. L'octroi du droit de vote au niveau local à tous les résidents étrangers quelle que soit leur origine est aujourd'hui devenu une exigence incontournable fondée sur les principes de la Convention européenne des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe.
4. Dans cet esprit, les participants estiment discriminatoire une citoyenneté limitée aux seuls ressortissants de l'Union européenne.
5. Les participants soulignent l'actualité et la pertinence politique de la Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local, adoptée par les Etats membres du Conseil de l'Europe le 5 no-

vembre 1992 et, à ce jour, signée par 8 Etats membres et ratifiée seulement par 4 d'entre eux : l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède.

6. Ils demandent aux Etats membres du Conseil de l'Europe qui ne l'ont pas encore fait, de signer et ratifier ce texte et de le mettre en pratique.

10. Aussi demandent-ils instamment aux institutions européennes et aux pouvoirs publics de tous niveaux des Etats membres, non seulement d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux citoyens-résidents, mais également, de développer des politiques garantissant à tous les résidents les mêmes possibilités d'agir et de participer, au niveau local, en tant que citoyens à part entière. Ceci implique l'égalité d'accès et de traitement, au Droit, au marché du travail, au logement, à l'enseignement, à la culture, au culte, aux services de santé publics, ainsi qu'à la sécurité sociale, aux services sociaux et publics.

La r'voilà la semaine d'Educ'



La prochaine édition de la Semaine nationale d'Éducation contre le racisme aura lieu du 20 au 26 mars 2000. Elle bénéficie cette fois encore du parrainage des ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des sports et de la Culture. Le collectif national (qui compte désormais 25 organisations) met actuellement la dernière main à de nouveaux supports de sensibilisation :

- un poster de grand format destiné à aborder le thème de la différence avec des enfants d'âge primaire. A vocation informative et pédagogique, cette affiche pourra servir de support d'animation
 - pour les adolescents et les adultes, un dossier-ressources destiné à fournir l'essentiel des éléments pour structurer une action éducative, alimenter une recherche, provoquer un débat... Conçu sous une forme évolutive, susceptible d'être actualisé et enrichi au fil du temps, ce dossier est, dans sa version initiale, structuré en deux sections : « Repères » (lexique, notions fondamentales, aspects historiques, scientifiques, juridiques...) et « Action » (plus axée sur des aspects pratiques: analyse de cas concrets, Que faire ?; biblio-filmographie commentée...)
- Ce matériel, ainsi que l'affiche officielle, sera disponible à partir du 31 janvier mais les commandes sont à passer dès à présent. Aussi ne tardez pas à contacter Alain Pellé du Secteur Éducation !

Éditorial

Le MRAP a appelé à manifester en faveur de l'emploi le 16 octobre. Cette initiative a été lancée par le Parti communiste français, auquel se sont joints le MDC, le MJS, la JOC, les associations de chômeurs, etc. Vous avez été nombreux à nous écrire. Certains d'entre vous ont interprété cette participation comme une récupération du MRAP par le Parti communiste. D'autres y ont perçu une atteinte au pluralisme qui fonde notre Mouvement... Pour lever toute ambiguïté, il convient ici de clarifier le sens de notre participation et d'expliquer les principes qui ont guidé notre décision.

Premièrement, le strict respect des orientations et des décisions de notre Congrès. En effet, celui-ci a consacré une place importante au thème « Crise et racisme ». La majorité du Mouvement s'est prononcée en faveur de l'impérieuse nécessité de nous engager, non seulement sur les effets du racisme, mais d'investir les champs d'intervention possibles pour combattre l'exclusion qui favorise les logiques de bouc émissaire.

Deuxièmement, jamais le MRAP n'a conçu la lutte contre le racisme comme une chasse gardée. Bien au contraire, elle nécessite la mobilisation et l'intervention des associations, syndicats, partis politiques, pouvoirs publics, dans le respect du rôle et des spécificités de chacun. Cette démarche nous a conduits à accepter une invitation récente de Jean-Christophe Cambadélis, sur le thème « Peut-il y avoir un dialogue entre le mouvement antiraciste et le Parti socialiste ? » C'est dans cette même logique que j'ai accepté de participer, pour les questions relatives aux droits de l'homme, aux Etats généraux de l'écologie politique organisés par les Verts et que nous sommes membre d'un collectif d'associations pour la campagne « Le Droit d'Agir ». Nous sommes également engagés dans la campagne en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales...

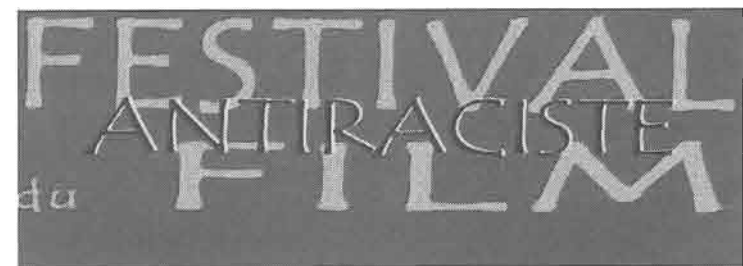
Troisièmement, notre signature à cet appel du 16 a été conditionnée à une revendication cardinale : l'intégration dans le texte commun de la dénonciation des pratiques discriminatoires dans le monde du travail. Ce qui fut fait. Parallèlement, nous avons publié une déclaration spécifique, qui insistait sur la question des sans-papiers et sur une loi de financement des associations susceptible de préserver l'emploi dans le mouvement associatif.

Bien sûr, certains d'entre vous n'ont pas accepté de participer ; c'est leur droit le plus absolu, il doit être respecté. Ceci étant, puissent ces éléments lever toute incompréhension, sur ce bien précieux, auquel nous sommes tous profondément attachés : le pluralisme.

Mouloud Aounit

La fédération du Nord-Pas-de-Calais fait son cinéma

La Fédération Nord-Pas-de-Calais a vu le jour en 1985. Elle coordonne l'activité de huit Comités locaux : Avion, Douai, Dunkerque, Lille, Maubeuge, Roubaix, Valenciennes et Vallée de la Lys. Comme c'est le cas pour l'ensemble de notre Mouvement, la règle adoptée par la Fédération 59 / 62 pour mener à bien son combat contre le racisme et pour l'égalité à la citoyenneté est, depuis bientôt quinze ans, celle de la pluridisciplinarité, laquelle est rendue possible par les compétences variées



de ses militants. Ainsi, toute l'année, notre Fédération s'impose un militantisme « multidimensionnel » : éducation à la citoyenneté dans les établissements scolaires comme dans les entreprises (à l'exemple de la Semurval, transports en commun valenciennois), constitution de partie civile afin de porter plainte à l'encontre de celles et ceux qui enfreignent la loi contre le racisme (chacun se souvient de « l'affaire » du pharmacien de Solesmes, organisation et participation à des manifestations ponctuelles (contre la venue du FN dans la Région, en solidarité avec le peuple algérien, en soutien à Mumia Abu-Jamal, etc.), accueil des populations étrangères et suivi des dossiers des sans-papiers, réalisation et distribution du journal de la Fédération, le Ch'titoyen (6 numéros par an et, 6 pages illustrées depuis peu), création d'initiatives culturelles.

Ce dernier type d'activité est devenu, au fil des ans, une de nos spécialités. En effet, nous concevons et réalisons, chaque année, une manifestation culturelle d'envergure régionale : festival antiraciste du livre en 95 et 96, expositions d'art plastique en 97 et 98 – « La culture face à l'intolérance » puis « Quelle est la différence entre un homme ? » qui réunit, à l'occasion du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme, pas moins de cinquante artistes régionaux). Ces initiatives sont toujours

construites sur le modèle du festival, elles font étapes dans chaque CL ainsi que dans les villes qui en font la demande.

Pourquoi mettre l'accent sur la culture ? Il y a à cela deux raisons principales. Tout d'abord, l'intérêt majeur des activités artistiques et culturelles. Elles sont, par nature, des remparts contre toutes les formes d'intolérance : affirmations des individualités dans leurs singularités et leurs différences, mais aussi éléments centraux d'une histoire commune qui n'est autre que

celle de l'humanité, les créations artistiques n'ont, à nos yeux, nul besoin d'être « engagées » pour faire entendre le message de l'égalité et de la solidarité. Ensuite, contrairement aux débats et autres colloques qui ne réunissent le plus souvent que les seuls militants, les initiatives culturelles ont le mérite de faire connaître le message du MRAP, de manière non frontale, à un très large public.

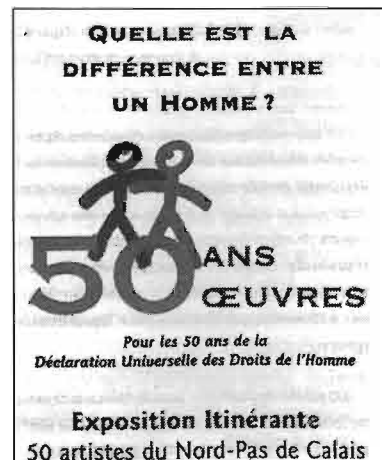
Ainsi, après les livres et les arts plastiques, la Fédération 59 / 62 fait aujourd'hui son cinéma. A l'occasion du cinquantième de notre Mouvement, le Festival Antiraciste du Film fait étape dans onze villes et salles de la Région de la mi-novembre à la mi-janvier 2000. Ce festival repose sur un partenariat entre la Fédération et l'association Ecran, association de promotion du cinéma dit d'art et d'essai, qui fédère une trentaine de salles de la région. Chaque année, Ecran organise un festival circulant dans l'ensemble de ces structures. Le thème du festival pour l'année 1999 n'étant autre que Cinéma et Histoire, il nous est apparu opportun, à l'heure où nous étions désireux de mettre en avant l'histoire du MRAP et de ses combats, d'inscrire notre initiative culturelle annuelle dans celle d'Ecran. Les avantages d'un tel partenariat sont évidents : les questions relatives à la distribution et à la location des films sont ainsi prises en charge par des professionnels du monde du cinéma et nous profitons en sus, du support de communication de la structure partenaire qui, par sa qualité de présentation et par sa très large diffusion, est assurément incomparable avec ce que notre

seule Fédération aurait pu proposer. Dans ce contexte, le travail de préparation et d'organisation revenant aux Comités locaux reste tout à fait raisonnable : chaque C.L. doit contacter la ou les salles de cinéma situées dans son périmètre d'activité afin de se mettre d'accord avec elles sur le film proposé lors de la soirée MRAP, choisir le thème du débat devant suivre la séance, contacter les intervenants et enfin, accueillir le public lors de la soirée et lui proposer une table de presse attractive.

Quant à la Fédération, outre le fait qu'elle se charge de la coordination générale du projet et des contacts avec le réseau Ecran, elle fournit aux CL des supports de communication spécifiques (invitations, affichettes, etc), gère les demandes de subvention et de parrainage (FAS, Conseil Général, Conseil Régional, Ville de Lille) et organise un grand débat sur le thème général du cinéma et de l'engagement à l'École Supérieure de Journalisme de Lille. A titre indicatif des films tels que « Rosetta », « Femmes... et Femmes », « Voyages », « Mobutu, roi du Zaïre » seront projetés et des débats seront menés par des intervenants de qualité : Mouloud Aounit, Jean-Claude Dulieu, Jean-Jacques Kirkyacharian, Louissette Faréniaux et bien d'autres. Toutes les conditions nous semblent ainsi rassemblées pour que ce festival soit à la fois divertissant et intellectuellement enrichissant. Voilà de quoi fêter dignement et intelligemment nos cinquante ans !

Johan Grzelczyk

Pour se procurer le programme complet du festival, écrire à la Fédération BP 1261, 59014 Lille Cedex



Petit canard deviendra grand



Nos comités locaux et nos fédérations connaissent le problème suivant : comment garder le contact avec tous les adhérents, même les moins impliqués et les plus éloignés ? Comment les informer des actions et prises de positions locales du Mrap et de l'actualité antiraciste en général ? Il existe un outil efficace, bien connu et fort répandu au Mrap : le journal interne ou bulletin de liaison, selon sa dénomination. Le « canard » de la fédération Nord/Pas-de-Calais s'appelle *Le Ch'titoyen*. Il comporte six pages photocopiées et sort environ tous les deux mois, réalisé par deux militants et quelques « pigistes » occasionnels, adhérents du Mrap

LE MRAP PRÉSENTE



UNE EXPOSITION ITINÉRANTE D'ARTS PLASTIQUES : PEINTURES, PHOTOS, DESSINS, GRAVURES

ou non. Son originalité : ne pas se contenter d'être un simple bulletin d'information interne, puisqu'il est devenu l'un de nos outils les plus performants de communication et de développement. Envoyé à tous nos compagnons de lutte (anciens adhérents, acteurs du mouvement social, responsables politiques et syndicaux), il favorise leur adhésion ou leur ré-adhésion ; diffusé aux médias et associations, il dynamise nos relations ; distribué sur nos stands, il fait connaître notre action et développe notre notoriété ; enfin, joint à nos demandes de subvention, il illustre et enrichit nos bilans d'activité, bonifie notre image de marque. Bien entendu, cette très large diffusion de notre image et de nos idées nécessite d'apporter une attention toute particulière, quasi professionnelle, tant sur

la forme que sur le fond. La maquette par exemple copie allégrement la presse quotidienne (colonnes, chapeaux, intertitres, etc), permettant un mélange équilibré d'humour et de sérieux. Quant à la ligne éditoriale, sans négliger les actualités des comités locaux ou de la fédération, elle laisse de plus en plus la place à des sujets de fond, où l'analyse côtoie les faits (les discriminations, les gens du voyage, etc) : outil de communication complet, *Le Ch'titoyen* se veut également formateur et pédagogue. Le numéro de novembre illustre cette évolution : il s'agit d'un hors-série exclusivement consacré au Timor Oriental.

Comme pour le Mrap dans son ensemble, l'an 2000 sera une étape importante du développement du *Ch'titoyen*. Notre volonté de passer à l'impression offset pose évidemment le problème du financement. Nous devrions avoir recours à la publicité qui nous permettrait d'augmenter la diffusion et de faire appel à un monteur pour alléger notre travail militant. Des bénévoles pourraient par exemple mettre en place et gérer un site Internet régional. Il reste tant de choses à faire au Mrap pour achever son combat.

Benoît Savouré

Internet Militant

Consultez le site du Mrap
<http://www.mrap.asso.fr/>

Vous y trouverez
→ un historique, les communiqués, les fiches FN danger, les textes de lois, les dossiers de *Différences*, le journal pour enfants Arc-en-ciel.
→ Une liste de diffusion qui permet déjà à plus de 300 personnes de recevoir les communiqués dans leurs boîtes à lettres électroniques. Inscription libre à partir de la page d'accueil (adresse ci-dessus). Les adhérents peuvent s'inscrire dans un groupe d'échanges. Bilan de 7 mois de fonctionnement :
→ Messages d'information des quatre coins du pays sur les manifestations, projets, ressources utilisables par les CL
→ Action commune par courrier électronique auprès de parlementaires
→ Débat sur la laïcité
→ Informations sur les Conseils nationaux prolongés de débats
→ Documents et infos des Commissions « Discrimination » et « Immigration » dont les animatrices font partie de la liste d'échanges.
→ Echanges très riches sur les supports militants disponibles pour l'intervention dans les établissements scolaires. Projet d'un CD-Rom sur les droits de l'homme. Débat sur *Différences* en tant qu'outil de communication interne et externe.
Pour plus d'informations et pour s'inscrire à cette liste : courrier à jourdoncle@ras.eu.org

Hommage à François Tricaud

Nous avons appris le décès de François Tricaud, l'un des animateurs du comité local de Versailles, par son beau-frère François Prunet qui nous a transmis une bibliographie dont nous publions ici un trop court extrait.
« François Tricaud est décédé à l'âge de 77 ans emporté par un douloureux et fulgurant cancer. Tout jeune universitaire, il entre dans la Résistance, puis il est chargé de conduire jusqu'en Espagne un pilote américain, de là il gagne le Maroc et s'engage dans une compagnie de zouaves avec laquelle il participe au débarquement en Provence. Quand, bien des années plus tard, il s'installe à Versailles, adhère au Mrap, milite au comité, en devient président-adjoint, il a bien saisi le fil unissant la fondation clandestine du MNCR (Mouvement national contre le racisme) sous l'occupation et nos luttes actuelles contre les exclusions et le racisme. Nous gardons dans nos cœurs le souvenir inoubliable d'un homme droit, d'un "frère universel". Toute notre sympathie et notre compassion vont à Rose-Marie Tricaud, ses enfants et ses petits-enfants. »

En quête d'éthique et de professionnalisme

C'est une liste de quatre-vingt dix noms que me tend Lazhari Labter à la Maison de la presse à Alger au mois d'octobre dernier. Auteur de « Journalistes algériens entre le bâillon et les balles » (1), il dirige la section algérienne de la Fédération internationale des journalistes (FIJ). La liste ? Celle des journalistes et travailleurs des médias algériens assassinés par les terroristes intégristes. De Tahar Djaout tombé sous les balles le 2 juin 1993 à Abdelwahab Harrouche mort le 1^{er} juin 1997, quatre années d'un harcèlement terrifiant contre une profession et une génération qui naissaient à la liberté d'expression et à la démocratie. Les balles assassines n'ont pas fait de distinction entre francophones et arabophones, médias publics et privés, hommes et femmes.

La Maison de la presse Tahar Djaout, surnommée La Mecque par les journalistes (lire entretien page 8), abrite une dizaine de journaux, quelques agences d'information et de communication, une cafétéria, le siège de la FIJ. C'est là que nous avons rencontré le directeur du quotidien *El Watan*, un journal et une personnalité qui jouissent en Algérie comme à l'étranger d'une réelle notoriété,

ainsi que Lazhari Labter, et Rabah Abdellah, secrétaire général du tout récent syndicat national des journalistes. En ce lumineux et doux automne algérien, le constat est largement partagé : l'Algérie semble sortie du gouffre dans lequel l'ont précipitée l'émergence d'un islamisme armé d'une extrême violence et les atterroissements de pouvoirs successifs jaloux des privilèges de leurs protégés et effrayés par un rejet aussi populaire que profond. Oui, les Algériens semblent reprendre goût à la vie. Les femmes ont raccourci leurs jupes, les garçons ont renoué avec les coupes de cheveux à la mode, le hidjab est en visible recul. Des amies ne

rechignent pas à fumer une cigarette et à boire un verre de vin à une belle terrasse de Tipaza, tout près d'un exceptionnel site romain classé patrimoine universel par les organismes internationaux. Mais la note est salée : 2 000 dinars soit environ le tiers du salaire minimum. Peu d'Algériens peuvent se permettre de dîner régulièrement au restaurant. Les petits boulots, hier méprisés, ont refait surface : ménage, préparation du couscous, fabrication et vente sur la voie publique de pains traditionnels...

La vie est chère, beaucoup trop chère, le travail se fait rare, la corruption n'a pas disparu, les associations de victimes du terrorisme, de leurs familles et de celles de personnes disparues ne partagent pas le point de vue du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui convie les islamistes à rendre les armes et à retrouver le chemin d'une vie commune et pacifique. Elles veulent que justice soit faite, que les assassins paient leurs crimes envers la société. Qui peut rester sourd à une revendication aussi fondamentale mais qui peut ne pas prendre



en considération l'idée qu'il faille, si c'était possible, arrêter le bain de sang, commencer à sortir du gouffre, s'ouvrir à nouveau au monde ? Bien sûr la corruption est toujours aussi largement partagée, l'enseignement en piteux état, et les gens demandent que l'on passe rapidement des paroles aux actes. Pourtant, en parlant un langage vrai, parfois cru, trop souvent agressif, Bouteflika a manifestement sinon séduit du moins attiré la sympathie et l'attention. L'Algérie semble avoir définitivement écarté le spectre d'une prise du pouvoir islamiste par les armes. L'espoir renaît. La démocratie se construit malgré la faconde tout méditerranéenne d'un pays traversé par tant de cultures et de civilisations. L'espoir est là, à la « une » de ce numéro et dans les propos que nous avons recueillis à Alger où une presse, nombreuse, diversifiée, à la quête de professionnalisme et d'éthique, témoigne d'une réalité et en reflète la vitalité comme les contradictions.

Chérifa Benabdessadok

(1) L'Harmattan, 1995

« C'est quand même terrible de consacrer une partie de son temps à penser à sa survie, et à échapper aux tueurs... », écrivait Saïd Mekbel, journaliste au *Matin*, quelques jours avant son assassinat le 3 décembre 1994. Ghania Mouffok, journaliste en exil à Paris, dédie cet important travail sur les médias en Algérie, à la mémoire des journalistes tombés dans la terreur d'une « guerre sans nom ». Publié en 1996 par et à la demande de Reporters sans frontières, il offre un panorama documenté sur l'histoire d'une profession devenue à très haut risque. Hommage est aussi rendu aux centaines de journalistes restés en Algérie en dépit des pressions et des menaces. Condamnés à devenir des acteurs du drame, ils ont porté à bout de bras le pluralisme naissant. Ghania Mouffok affirme honnêtement « J'ai pris alors le chemin de l'exil, ne désirant tuer personne et n'être tuée par personne. » Aussi, a-t-elle écrit ce « rapport » sur la presse comme une thérapie. On y découvre une étude précise de l'émergence de la presse privée depuis octobre 1988, une chronique détaillée de « la presse dans la guerre » – de l'interruption du processus électoral en 1992 à la proclamation de l'état d'urgence. L'auteur ne cache pas ses convictions, l'enquête est soignée, sérieuse, indispensable pour comprendre la complexité d'une situation et d'une profession trop souvent réduites à des clichés.



Omar Belhouchet a été le premier journaliste ciblé par le terrorisme. Il a échappé à un attentat le 17 mai 1993 (cf. « Être journaliste en Algérie »).

Quels sont, selon vous, les principaux événements de ces derniers mois en Algérie ?

Omar Belhouchet : Tout d'abord le niveau de violence a considérablement baissé. Si je me réfère à l'année 1994, soixante-cinq policiers étaient assassinés en une seule journée à Alger. Ce sont désormais les problèmes politiques et les préoccupations économiques et sociales qui prennent toute leur place. L'événement le plus important c'est l'échec de l'islamisme dans sa volonté de



Chérifa Benabdessadok

Omar Belhouchet, directeur du quotidien francophone *El Watan*

La presse algérienne

terrain malgré les risques. Oui, sur cinq volontaires, il y avait toujours une proportion de quatre femmes. Voilà une chose que je ne peux oublier et qui me marque fondamentalement. Les femmes sont plus courageuses que les hommes. La résistance des femmes est une réalité forte et quotidienne. C'est pour cela aussi que les islamistes se sont par la suite acharnés contre elles. Il y a chez les islamistes une haine à l'encontre des femmes qui se nourrit de leurs capacités à résister et à créer les conditions de la résistance.

La démarche du président de la République visant à une « réconciliation » va-t-

« L'islamisme politique armé a échoué en Algérie »

prendre le pouvoir par la voie armée. Le Front islamique du salut a répondu à l'arrêt du processus électoral en 92 par un engagement massif dans la violence armée. Ils ont mis toutes leurs forces au service d'un objectif : instaurer une République islamique. Leurs moyens étaient considérables tant au plan humain qu'au plan financier. L'Etat algérien a toujours préféré réaliser des alliances avec les forces islamistes et conservatrices qu'avec les forces de gauche. A partir de 88, il a laissé les islamistes occuper les 12000 mosquées que compte notre pays pour y faire leur propagande politique. Aussi, lorsque le pouvoir s'est effondré, ils avaient déjà encadré la société, mis au point leurs méthodes. Ils ont été considérablement aidés par l'Etat saoudien jusqu'à la guerre du Golfe puis par l'Etat iranien. Il faudra bien qu'un jour ces deux Etats dévoilent toute la vérité sur leur contribution à cette terrible tragédie. Aujourd'hui, l'échec de l'islamisme armé est d'autant plus un événement majeur qu'il a disposé de moyens financiers et humains formidables. Nombre d'Algériens ont eu beaucoup de sympathie pour le FIS dans les premiers mois de l'éclatement de la violence. Il est apparu normal qu'ayant été volé de sa victoire démocratique, il utilise d'autres voies. Mais, lorsque ces groupes armés ont commencé à s'attaquer aux civils, aux intellectuels, aux artistes, aux journalistes puis aux femmes et enfants, l'opinion publique a modifié son raisonnement. Un autre événement essentiel, c'est la formidable résistance

de toute la société algérienne et pas uniquement des journalistes, bien qu'ils aient été l'objet d'un acharnement terrifiant : près de 70 journalistes ont été assassinés entre 93 et 97. On n'a jamais assassiné autant de journalistes en si peu de temps. Un rapport très révélateur a été fait par la CIA en 1994 affirmant que le régime allait être renversé dans les six ou douze mois. Voilà une analyse faite par un organisme important qui n'a pas tenu compte des capacités de résistance du peuple algérien.

Pouvez-vous citer un exemple de cette résistance collective ?

En septembre 1994, les groupes armés avaient ordonné à la population algérienne de boycotter l'école. Or, cette année-là, le taux d'absentéisme des élèves a été le plus bas depuis l'indépendance du pays. Pour une raison simple : les parents ont décidé d'amener leurs enfants à l'école. Les gens se sont dit : nos enfants iront à l'école, nous allons les y accompagner.

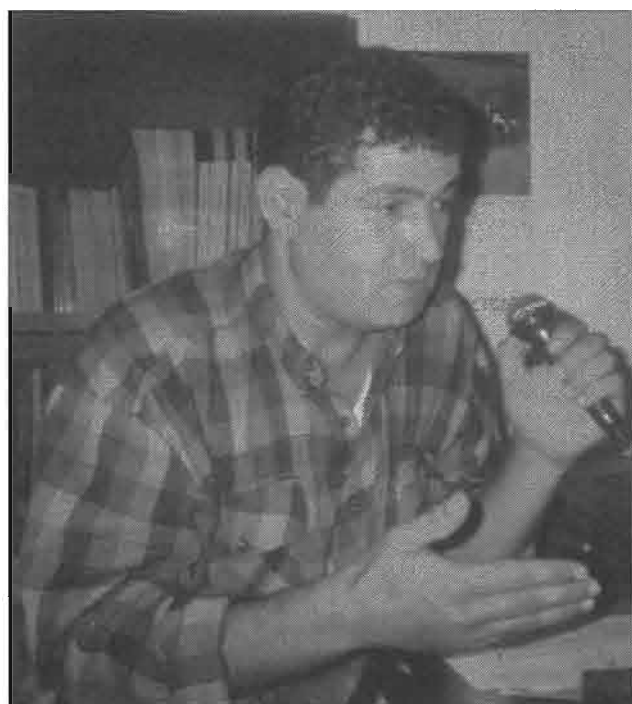
On parle aussi beaucoup du rôle des femmes...

Le combat des femmes a été, est, extraordinaire. Quatre vingt mille femmes ont marché dans les rues d'Alger le 4 mars 1993 et le 22 mars 1994. Cela exprimait un courage inouï, une détermination très forte. Dans les moments les plus difficiles, les femmes journalistes de la rédaction d'*El Watan* étaient volontaires les premières pour aller sur le

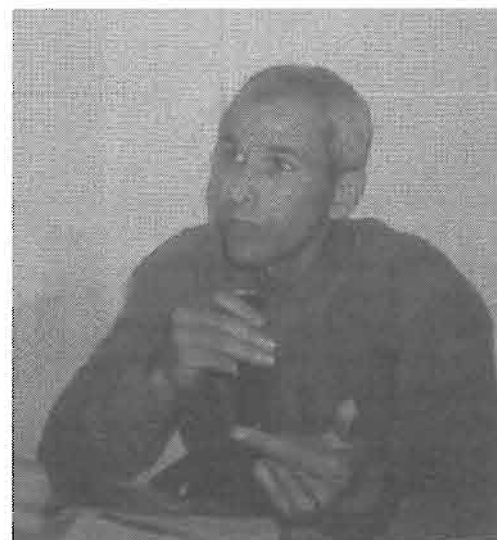
elle donner des résultats pérennes ? Les conditions sont-elles réunies ?

Moi, j'ai applaudi lorsque des gens rendent les armes. J'étais très sceptique jusqu'en juillet, Bouteflika donnant l'impression de vouloir tout effacer, renvoyer victimes et criminels dos à dos. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il semble tenir compte du point de vue des victimes et des familles et ne paraît pas vouloir reconduire l'islamisme politique. La démarche de réconciliation est complexe, elle vise des aspects tactiques et stratégiques. Il y a aussi la volonté de réhabiliter l'Education et la Justice, des réformes sont en préparation. Les milieux conservateurs s'agitent. Nous n'avons aucun complexe à *El Watan* à dire que les choses sont positives quand elles le sont, et négatives quand elles le sont. Cependant, la volonté d'étouffer la liberté de la presse, ne serait-ce que par le verbe, nous inquiète, comme le refus de reconnaître le rôle de la société civile. Nous considérons que Bouteflika a des idées intéressantes concernant l'éducation, la justice, la corruption, mais en matière de gestion de la vie politique il a pour modèle la prééminence de l'Etat sur la société. Nous avons en fait besoin d'un équilibre, de rebâtir un Etat mais un Etat qui soit fort démocratiquement, qui ne soit pas répressif, qui soit au service de la collectivité. Il faut donc favoriser les contre-pouvoirs, la société civile, le multipartisme.

Propos recueillis par Cathie Lloyd et Chérifa Benabdessadok



Rabah Abdellah,
secrétaire général
du Syndicat national
des journalistes
algériens



Lazhari Labter,
représentant à Alger de
la Fédération internationale des
journalistes

Chérifa Benabdessadok

La profession ne baissera pas la garde

Différences : Comment caractérisez-vous le métier de journaliste en Algérie ?

Rabah Abdellah : Malgré l'absence de statistiques fiables, on estime à 2000 le nombre de journalistes en exercice, qui travaillent en majorité dans les quotidiens, lesquels se taillent la part du lion par rapport aux périodiques et aux publications spécialisées en nombre insuffisant. La conjoncture politique a amené les journalistes à s'impliquer de façon très directe dans les combats et à s'orienter davantage vers l'information commentée que vers le journalisme d'investigation. Cela relève également d'un manque de formation et d'initiation aux techniques journalistiques, et de la difficulté d'accéder aux sources d'information et aux outils modernes de communication. La presse a joué un rôle d'alerte et de vigilance qui n'est pas forcément de son ressort dans une situation normale. Cette tendance a été accentuée et exacerbée avec l'avènement du terrorisme. Profondément attachée à la forme républicaine de l'Etat, elle s'est engagée très directement dans le combat contre l'intégrisme.

Lazhari Labter : Quatre-vingt journalistes et travailleurs des médias ont été assassinés par les islamistes, pourtant ce métier fascine les jeunes. On a assisté ces dernières années

à un fort rajeunissement de la corporation et à sa féminisation. La moyenne d'âge doit être de 27 ans environ. La demande est si importante quantitativement que la formation n'est pas de bonne qualité, nous avons cruellement besoin d'aide pour assurer des stages et des formations complémentaires. La situation est encore confuse car la carte de journaliste étant délivrée par les entreprises, la situation est mouvante, la statistique peu fiable, le statut pas encore défini. C'est le travail auquel s'est attelé le Syndicat national des journalistes créé en juin 1998.

Quelle est la situation financière des journaux ?

Lazhari Labter : Depuis 1989, année durant laquelle ont été créés les premiers journaux privés, huit cents titres ont vu le jour. Il en existe aujourd'hui environ deux cent cinquante, toutes formes de publications confondues. Le tirage cumulé de l'ensemble des quotidiens, publics et privés, arabophones et francophones, avoisine le million d'exemplaires. La pierre d'achoppement c'est la diffusion dont l'Etat s'est dessaisi et qui prive de très nombreuses villes et villages de l'accès aux journaux. Si une couverture plus importante était assurée, on doublerait

sans difficultés le tirage actuel.

Peut-on penser que l'existence d'une presse libre et indépendante est désormais une réalité irréversible ?

Lazhari Labter : Des velléités de domestiquer la presse perdurent, mais la profession s'est forgée dans un combat très dur et très chèrement payé et elle ne baissera pas la garde. La faiblesse est davantage d'ordre économique. Hormis cinq ou six titres qui se portent bien, la majorité est dans une situation précaire. La publicité, principale ressource financière, est encore assujettie au monopole de l'Etat malgré une partielle libéralisation.

Rabah Abdellah : Mis à part quelques titres qui appartiennent à des groupes financiers, la plupart des journaux sont dirigés par des journalistes. Globalement, la presse algérienne n'est ni une presse financière, ni une presse partisane. D'un point de vue politique, il faut bien constater que la presse a trop gagné en crédibilité et en notoriété, y compris au niveau international, pour être facilement muselée. Il reste que la production des journaux repose sur un socle fragile à cause du manque de publicité, de subventions, du faible nombre de journalistes



rompus au métier. Est aussi désormais posée la question de l'aide accordé par l'Etat aux journaux publics qui souffrent par ailleurs de tirages très faibles. Dans le même sillage, toute la profession débat de l'idée d'une Charte de l'Éthique et d'un Code de l'information.

On a tendance à penser que derrière les journaux se cache la houlette d'un homme politique puissant, d'un général omnipotent. Qu'en pensez-vous ?

Lazhari Labter : La relation presse/pouvoir politique est toujours et partout une question sensible. La presse algérienne a su développer une liberté de ton qui lui a fait acquérir un lectorat important et fidèle. D'ailleurs cette liberté a parfois donné lieu à de graves dérapages. On a vu s'écrire des insultes et des vulgarités qui n'honorent pas la profession. Nous considérons que c'est un manquement aux règles d'éthique et de déontologie. Il faudra bien délimiter les limites à ne pas transgresser car la liberté d'expression est une chose, la diffamation en est une autre. L'histoire d'un général derrière chaque titre est une fumisterie. Que les intérêts de la presse démocratique aient coïncidé à certains moments avec ceux de certaines institutions nationales, en particulier de l'armée puisque c'est de cela qu'il s'agit, voilà qui ne fait aucun doute. Il fallait sauvegarder l'Algérie et protéger la démocratie nais-

sante. Mais le paradoxe est que, dans le même temps, les différents pouvoirs n'ont pas cessé de combattre la presse, de tenter de la mettre aux ordres. Le nombre de journalistes emprisonnés, de titres suspendus, de journaux disparus, les comités de censure installés dans les imprimeries, voilà la preuve que nous avons en Algérie une presse qui dérange. Mais la situation a changé. Nous travaillons aujourd'hui plus librement, il n'y a plus de comité de censure ni de journalistes en prison. Il n'y a plus d'attaques directes contre la presse, même si des flèches sont lancées ici et là. Dix ans après son émergence, je crois que la presse libre algérienne est la plus belle conquête du multipartisme et de la démocratie en Algérie. Elle s'est, malgré elle, transformée en porte-voix des associations, des partis politiques, de l'Etat, de l'armée, de tout le monde, et c'était trop ! Aujourd'hui, avec la prochaine tenue du congrès du Syndicat, on va s'intéresser à des questions essentielles pour l'avenir de la presse : le

statut des journalistes, une convention collective, une charte de l'éthique. Je n'appartiens moi-même à aucun parti politique, je peux pourtant vous assurer qu'aucune rédaction n'est monochrome, le pluralisme politique passe à l'intérieur des rédactions.

Rabah Abdellah : La profession reste engagée et pèsera pour que les acquis soient irréversibles. Mais la société algérienne a connu une importante évolution : l'islamisme politique ne peut plus postuler à une prise du pouvoir par les armes, cette bataille-là est perdue.

Lazhari Labter : On ne reviendra pas en arrière pour de nombreuses raisons. Notre lectorat est estimé à trois millions de lecteurs (un journal vendu est lue par trois personnes appartenant à la même famille) qui se sont habitués, depuis dix ans, au choix et à la liberté d'expression, et ils ne se laisseront pas faire facilement. Certaines entreprises de presse, comme *El Khabar*, *El Watan*, *Le Soir d'Algérie* et d'autres, sont devenues de véritables institutions. Les entreprises de presse font vivre des centaines de personnes et leurs familles dans un pays où le chômage fait des ravages. Le syndicat regroupe 50 % des journalistes et la Fédération internationale des journalistes, qui le soutient notamment en moyens de communication, est forte. Grâce au réseau Internet, pas un journaliste ne peut subir une quelconque forme de répression, pas un journal ne peut être

censuré de quelque manière que ce soit, sans que l'ensemble des syndicats membres à travers le monde en soit informé. A l'intérieur de notre pays, des centaines d'associations structurent et mettent en mouvement la société civile, des regroupements de victimes du terrorisme, de familles de disparus, font entendre leurs voix, des partis politiques (y compris les partis islamistes) sont pleinement conscients de l'importance du rôle de la presse pour la sauvegarde des libertés de tous.

Que représente pour vous la Maison de la presse ?

Rabah Abdellah : A la fois un lieu historique qui a vu naître la presse indépendante et un calvaire. Au moment où l'insécurité était à son comble, il était commode de travailler ici, lieu plus ou moins protégé. Mais on a l'impression, du fait de la concentration d'une dizaine de journaux, d'agences de presse et de communication, d'être tout le temps en réunion, de ne pas pouvoir s'extraire de cet environnement pour réfléchir seul et à froid. On a le sentiment de faire le même travail, d'être dans l'impossibilité d'innover. Cela influe sur le contenu rédactionnel, on travaille sur les mêmes sujets que nos confrères, on produit le même type d'articles. D'ailleurs on a surnommé cette Maison de la Presse, La Mecque, parce qu'on est tout le temps en train de tourner autour de la partie centrale, ainsi que le font les pèlerins autour de La Kaaba. C'est aussi un lieu qui restera dans les mémoires parce que c'est ici même qu'une bombe a éclaté déchiquetant les corps de journalistes et de passants, c'est ici que l'on a organisé des dizaines de forums de discussion avec des représentants de la société civile, c'est un lieu très fort malgré le manque de confort.

C'est quoi le profil type du journaliste algérien ?

Lazhari Labter : On peut schématiquement dire qu'il est jeune, mal payé, mal formé, souvent il n'a pas de logement, il est frustré parce qu'il rêve de faire de lointains et merveilleux voyages, des reportages que les entreprises ne veulent ou ne peuvent pas payer. Mais il n'est pas malheureux parce qu'il est fasciné par le fait d'interviewer un ministre ce matin, manger le soir-même une loubia rue Tanger [soupe aux haricots blancs servie dans les restaurants populaires avec une corbeille de pain et du piment-NDLR], et le lendemain partir enquêter auprès des peti-

tes filles qui vendent des galettes de pain sur les grands axes routiers. Passer constamment d'un monde à l'autre a quelque chose de fascinant.

Rabah Abdellah : Les journalistes ont une conscience aiguë de la valeur de l'activité syndicale. Nous avons travaillé au SNJ tous ces derniers mois sur l'élaboration d'une Convention collective qui nous a pris beaucoup de temps, il a fallu consulter des juristes, solliciter l'avis d'organisations qui ont une expérience en la matière... Souvent les jeunes journalistes acceptent de travailler au noir, parce qu'ils ont peur d'être renvoyés alors qu'ils ont un seul objectif : être reconnus comme journalistes... Nous avons sensibilisé l'Inspection du travail pour qu'elle mène des missions d'information et d'instruction auprès des entreprises de presse, ce qui a commencé à se faire. Je dois dire que la prise de conscience est aussi réelle auprès des décideurs qui essaient d'être corrects. Nous restons préoccupés par les questions d'éthique et de déontologie et nous avons élaboré un premier texte qui sera proposé et discuté lors de notre congrès : un code moral encore perfectible que les journalistes se seront donné.

Qu'apporte la Fédération internationale des journalistes à tout ce remue-ménages ?

Lazhari Labter : Dans le domaine de la formation, que nous considérons à la FIJ et au SNJ comme prioritaire, nous avons éla-

RAPPORT 1998
SUR LA SITUATION DES MEDIAS
ET DE LA LIBERTE DE LA PRESSE
EN ALGERIE

Fédération internationale des journalistes
Centre d'Alger
Maison de la presse Tahar Djaout
1, rue Bachir Attar, Alger
Tél / Fax : 00 213 2 67 36 79
E-mail : fij@hotmail.com

boré un projet d'accord avec l'Union européenne. C'est un projet sur quatre ans qui porte sur plusieurs aspects, de la formation à l'équipement des journalistes notamment en micro-ordinateurs et en appareils-photos

numériques. Le coût de ce projet s'élève à cinq millions d'euros et devrait entrer en application au début de l'année 2000. Il devrait permettre à de nombreuses personnes de bénéficier de périodes de formation en Algérie et à l'étranger, de spécialisations grâce à des bourses d'études, etc. Nous souhaitons mettre en place assez rapidement un Club de la presse pour parer au plus pressé. Sans le SNJ, la FIJ ne pourrait rien faire, ce sont les syndicalistes qui réalisent le travail de fond : présence et activités dans les journaux, animation des sections syndicales, etc. La FIJ-Algérie, qui a par ailleurs vocation à mener un travail au niveau de tout le Maghreb, élaborera cette année son quatrième rapport sur la situation des médias et de la liberté d'expression en Algérie, car l'une de nos fonctions est d'être un observatoire, de tenir informés l'ensemble des syndicats membres à travers le monde. Nous nous devons également de porter assistance et aide aux journalistes étrangers qui viennent en mission dans notre pays.

Entretien réalisé par
Chérifa Benabdessadok

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir

ENSEMBLE, SAUVONS MUMIA

Nous signons la pétition

pour demander la révision du procès raciste et truqué à l'issue duquel le journaliste noir américain Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort.

Nous exigeons vie sauve, liberté et justice pour Mumia!

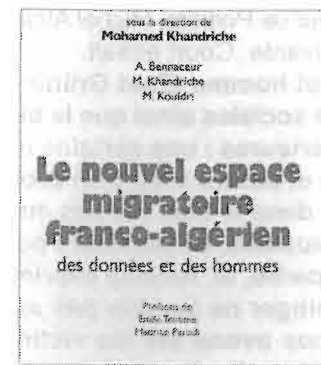
Prénoms	Noms	Signature

Pétition disponible au siège du Mrap.

Le 26 octobre dernier, le juge Yohn a accordé un nouveau sursis à exécution à Mumia Abu-Jamal. Cette décision est la conséquence de la mobilisation internationale mais la décision du juge signifie simplement que nous avons un peu plus de temps pour amplifier la mobilisation. Nous devons surtout être pleinement conscients que ce report est beaucoup plus fragile que celui de 1975 puisqu'il ne couvre Mumia que pour une période limitée qui ne lui permet pas d'aller jusqu'à l'ultime recours fédéral auquel il a droit. Le report n'est en effet valable qu'au niveau d'une seule cour fédérale (la Cour de District) et ne s'applique ni à la Troisième Cour, ni à la Cour Suprême des Etats-Unis. C'est une conséquence de la loi « pour une peine de mort effective » signée par Clinton en 1996 et qui vise à priver les condamnés de leur droit à exercer leurs derniers recours. Le juge Yohn n'a toujours pas pris de décision sur la question fondamentale de l'audition des témoins. Si elle est rejetée, les témoins-clés qui prou-

vent l'innocence de Mumia ne pourront plus jamais être entendus. Plus que jamais il est urgent de demander au juge Yohn de se prononcer en faveur d'une révision du procès. La mobilisation dans le monde continue. Après Venise et Palerme ce sont les conseils municipaux de Bobigny et Villejuif qui ont décidé de nommer Mumia « citoyen d'honneur » de leur ville. Plusieurs dizaines d'ersonnalités ont répondu à l'appel du MRAP en faveur de Mumia. Chaque geste compte ! Il est apparu clairement au cours de l'entretien accordé par l'ambassade que se qui peut faire reculer les Etats-Unis c'est la crainte de voir ternir « leur image ». Vous pouvez signer et faire signer autour de vous la pétition unitaire du collectif jointe à Différences. Faites-la parvenir le plus rapidement possible au siège du MRAP. Un premier envoi (à l'intention de l'avocat principal de Mumia) partira mi-décembre. Des photocopies seront portées en délégation à l'ambassade.

Renée Le Mignot



Le nouvel espace migratoire franco-algérien, sous la direction de Mohamed Khandriche, Edisud 1999. Cet ouvrage collectif traite des motivations de l'émigration algérienne vers la France. L'analyse historique établit que, foncièrement économiques, ces mouvements d'émigration ont subi l'influence de facteurs politiques et idéologiques. Le fellah, dépossédé de ses biens par la colonisation française, n'a eu d'autre solution pour nourrir les siens, que de s'expatrier. L'acheminement organisé vers la France dès 1916, sur injonction de l'armée et de l'administration coloniale, le rôle de l'émigration dans le mouve-

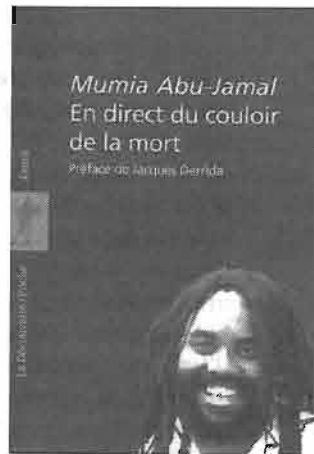
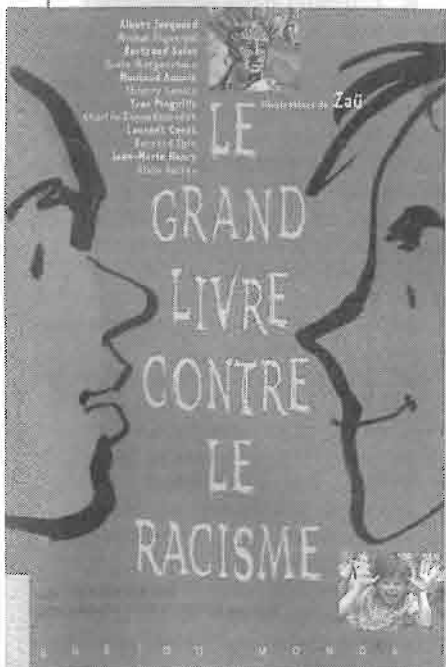
ment de libération et la guerre d'indépendance, les politiques gouvernementales française et algérienne en matière d'émigration, la dégradation de la situation sociale en Algérie depuis le début des années 1990 auront laissé une trace indélébile

Les études statistiques, démographiques et sociologiques, des populations franco-algériennes sur diverses périodes, l'examen des motivations des primo-migrants, attestent clairement que l'émigration algérienne en France ne saurait se résumer à la simple conjonction historique ou aux relations inter-étatiques franco-algériennes. L'émigration féminine encouragée par le regroupement familial, la modification de la composition démographique algérienne en France, l'échec de projets de réinsertion professionnelle dans le pays d'origine, viennent compléter la palette des motivations.

Thierry Pinsard

Somptueux !

Ne vous fiez pas à cette reproduction : la couleur fait ici cruellement défaut. Fidèle à lui-même, l'éditeur Rue du Monde offre avec ce tout nouveau livre destiné aux adolescents une iconographie somptueuse. Les textes sont d'une grande qualité d'écriture, ça fourmille d'informations, c'est gai et instructif. On a envie de redevenir ado et de se le faire offrir.



Réédition au format Poche La Découverte, du texte de M. Abu-Jamal, en vente au siège du Mrap, 56 F (+ 16 F frais de port).

Utile et agréable
Pour vos cadeaux de fin d'année, offrez le livre du cinquantenaire : « Chronique d'un combat inachevé »



Michel Fiévet, Ciemi / L'Harmattan collection Migrations et Changement n° 53, 1999.

Conseiller des associations gestionnaires de foyers, chercheur indépendant, aujourd'hui directeur du bureau d'études Informa (Information-Formation-Maghreb-Afrique), l'auteur signe ici un brûlot au nom du Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf), créé en 1996 en réaction au désastreux rapport Cuq. Le lancement des foyers

lors de la création de la Société nationale de construction de logements pour travailleurs algériens (Sonacotral) en 1956 arrange bien l'Etat : il s'assure de nouveaux logements très bon marché (hôtels-taudis, hangars), il contrôle la population algérienne, et principalement les célibataires, il bloque le regroupement familial en imposant le logement collectif. L'Etat remplace donc peu à peu les marchands de sommeil mais la politisation de la « question de l'immigration » crée en réaction une forte mobilisation ; en 1974 débute la grève au foyer des Grésillons, à Gennevilliers, contre les « loyers trop chers » et le « foyer-caserne ». Les « Sonaco » s'armeront d'une plate-forme commune en 1975, étendant le mouvement à plus de 120 foyers ; l'Etat jouera la carte de la force, jusqu'à l'impasse. En 1980/81, des négociations serrées ramènent le calme, sans régler l'essentiel. Le mouvement a permis de mettre à nu la politique répressive de la Sonacotra, sans lien avec sa mission de logement. D'autres associations gestionnaires tenteront des réformes plus hardies, mais dans l'ensemble la situation n'évoluera guère, renvoyant le résident à sa précaire situation de « travailleur invité » privé des droits locatifs, et à la merci d'un directeur raciste ou d'une descente de police. La dernière partie de l'ouvrage analyse le rapport Cuq et dégage les propositions du Copaf. On appréciera les trois entretiens en annexe, et les extraits qui parsèment le corps du récit, pour donner voix à ceux qu'on a ignorés depuis trop longtemps, les résidents eux-mêmes. Un livre très engagé et riche d'enseignements.

Laurent Canat

Echos

Un journaliste comorien, Aboubacar Mchangama, directeur de *L'Archipel*, correspondant de l'AFP et de Reporters sans frontières a été arrêté le 14 octobre par les gendarmes comoriens et inculpé pour propagation de fausse nouvelle. Il a en fait signé un article dans lequel un officier évoquait, de façon anonyme, le malaise au sein de l'armée comorienne. Selon son avocat, maître Jean-Bernard Toinette, cette inculpation est une tentative d'intimidation pour que le journaliste « fasse délation de sa source ». Pour toute information et action de solidarité, joindre SOS Démocratie Comores, BP 131 92504 Rueil Malmaison Cedex T : 01 42 42 93 73, Email : sosdemo@club-internet.fr

Le 19 octobre, le Mrap a saisi le ministre de l'Intérieur à propos de la divulgation par des responsables d'un syndicat de gardiens de la paix, Alliance, de données confidentielles relatives à des jeunes issus de l'immigration recrutés dans le cadre du dispositif « emplois-jeunes ». Ces données ont été fournies au maire de Nice, à l'aide d'un « système de traitement des infractions constatées », fichier non autorisé et attentatoire aux libertés individuelles.

Revirement du procureur de la République dans une affaire de discrimination raciste. Une propriétaire ayant dans un premier temps loué une maison à un couple leur en avait interdit l'accès du fait de l'origine étrangère de l'un des conjoints (*Différences* n° 210 sept. 99). Soutenu par le Mrap qui a saisi la Codac, le couple a porté plainte mais le procureur a d'abord classé l'affaire sans suite avant de revenir sur cette décision le 25 octobre.

Un Institut d'études des sociétés du monde musulman devait ouvrir ses portes **début novembre** dans les locaux de l'École des hautes études en sciences sociales à Paris (sous réserve de l'accord de son conseil scientifique), à l'initiative de M. Chevènement et de M. Allègre. Ce pôle universitaire aura pour fonction d'enseigner la culture et la civilisation islamiques mais il n'abordera pas le domaine proprement religieux et théologique. Il sera ouvert aux chercheurs diplômés en sociologie, histoire, économie, etc, mais aussi aux auditeurs libres, animateurs, travailleurs sociaux, assistantes sociales, médecins, policiers... Cet institut répond à un besoin clairement formulé dans le rapport d'André Bourgy, directeur de l'Inalco (langues orientales) remis au ministre de l'Éducation au printemps, mais il ne manque toujours un espace de formation

Honneur à vous, Paul Grüninger

Réagissant au dossier de *Différences* du numéro d'octobre consacré au traitement de l'histoire et de la mémoire au cinéma, un lecteur de Poitiers, Michel Alcalay, nous a fait parvenir une lettre-témoignage très émouvante. Court extrait.

Il faut s'incliner très bas devant la conduite de cet homme (Paul Grüninger Ndlr) qui a sacrifié sa position et sa respectabilité sociales ainsi que le bien-être de sa famille à des valeurs qu'il estimait supérieures : une certaine idée de l'homme, auxquelles il est resté fidèle envers et contre tout. J'en profite pour rendre hommage à la dignité de sa fille qui, dans le film, n'a pas eu un mot de reproche à l'égard des rescapés venus, rappelés, de plusieurs pays, pour les besoins du tournage (Dans la première partie, M. Alcalay exprimait un sentiment de malaise devant le fait que Grüninger ne semble pas avoir été aidé par les survivants NDLR). C'est vrai nous avons été les victimes d'une machination monstrueuse, à laquelle certains d'entre nous ont survécu. Mais que ceci ne nous incite pas à nous replier sur nous-mêmes, et à reconstruire un ghetto de confiance et d'affectivité, sans réfléchir au mot « religion ». Honneur à vous, Paul Grüninger, pour les siècles des siècles.

théologique qui, selon des universalistes comme Bruno Etienne ou Mohamed Arkoun, fait défaut.

L'association SoliMed-Algérie (Solidarité médicale) a organisé le 5 novembre une soirée dansante pour financer ses opérations de solidarité. Selon le rapport moral 1998/99 de son président, SoliMed a organisé et financé deux envois (600 colis et douze fauteuils roulants. Un troisième envoi – une tonne de médicaments – a été organisé et financé par Médecins sans frontières. SoliMed, 1 rue Jean Pigeon 94220 Charenton-Le-Pont T/F : 01 44 67 71 67.

Le 10 novembre, le Mrap publiait un communiqué de presse sur la question de la « cristallisation » des pensions suivant le critère de nationalité. En effet, depuis novembre 1959, l'État français a décidé de geler les pensions des anciens combattants originaires des colonies au moment où elles accéderaient à l'indépendance. Ainsi « la retraite militaire » se monte à 2 500 F pour un ancien combattant français, plafonne à 30 % du taux plein pour les Sénégalais, et à moins de 10 % pour les Marocains et les Tunisiens. L'invalidé à 100 % perçoit une pension mensuelle de 4 081 F s'il est français, 1463 F s'il est sénégalais, 673 F s'il est guinéen, environ 400 F s'il est marocain ou tunisien. Le 3 avril 1989, le Comité des droits de l'homme de l'ONU avait estimé que la « cristallisation » des pensions suivant le critère de la nationalité méconnaissait le principe d'égalité devant la loi défini par le pacte de New-York relatif aux droits civils et politiques, pacte ratifié par la France en 1980.

Agenda

Journées Mrap du 2 au 17 décembre au comité d'entreprise de Technocentre Renault à Guyancourt.

L'exposition « La Nuit de Cristal » constituée de documents d'archives, de photographies et de témoignages audiovisuels est prolongée jusqu'au 10 janvier 2000. Mémorial du martyr juif inconnu, Centre de documentation juive contemporaine, 17 rue Geoffroy-L'Asnier, 75004 T : 01 42 77 44 72 Email : memodjc@calva.net

Le CL de Marignane nous a fait parvenir l'information selon laquelle le tribunal administratif de Marseille avait annulé le budget de la ville. Si la municipalité ne fournissait pas dans « des délais raisonnables mes brefs », c'est l'autorité préfectorale qui pourrait l'élaborer.

Toujours dans les Bouches-du-Rhône, une équipe de télévision de la société de production « Les films de Lou » a tourné dans six villes de même importance – Porc de Bouc, Berre, Martigues, Fos, Gardanne et Marignane – un documentaire intitulé « Bibliothèques sous influences » diffusé en janvier sur FR3. Le réalisateur, Eric Pittard, a eu l'idée de ce travail à la lecture du rapport de l'Inspection générale des bibliothèques de France qui avait détecté des dysfonctionnements graves et des atteintes à la liberté d'expression. L'équipe de tournage a rencontré le Mrap.

Laurent Lesover a animé au siège du Mrap un débat portant sur l'Organisation mondiale du Commerce. La Commission Immigration informe que le secrétaire général d'Attac, Pierre Tattakowsky, donnera à son retour de Seattle une conférence et qu'elle tentera de réunir au Mrap des membres du conseil scientifique d'Attac pour dégager ensemble des perspectives communes en particulier sur l'immigration et « l'aide aux citoyens ». Les dates seront communiquées ultérieurement.

Différences

43 bld de Magenta 75010 Paris - T : 01 53 38 99 99
Télécopie : 01 40 40 90 98 - E.mail : mrap@ras.eu.org
13 F le numéro - Abonnement 135 F (11 n°/an)

Directeur de publication : Mouloud Aounit. Gérante bénévole : Isabelle Sirot. Rédactrice en chef - mise en page : Chérifa Benabdessadok. Directeur administratif : Jean-Etienne de Linares. Abonnements : Eric Lathière-Lavergne. Impression : Montligeon T : 02 33 85 80 00.

Commission paritaire n°63634 0247-9095 Dépôt légal 1999-11